

LA LUTTE

Organe Anarchiste

Le N^o 10 Cent.

PARAISSENT LE DIMANCHE

Le N^o 10 Cent.

ABONNEMENTS

Trois mois 1 fr. 50
Six mois 3 fr. "
Un an 6 fr. "

Etranger : le port en sus

BUREAUX ET RÉDACTION

73, Rue Pierre-Corneille, 73
LYON

De préférence pour les lettres, prière de les adresser à un ami de Lyon afin de les remettre à la Rédaction.

RENSEIGNEMENTS

Pour toutes communications, s'adresser au siège social, rue Pierre-Corneille, 73, tous les jours, de 8 à 10 h. du soir.

ABERRATION FATALE

Tous les partis politiques ont toujours conspiré pour s'emparer du gouvernement et pour s'y maintenir quand ils y sont parvenus.

Aucun n'a triomphé sans avoir recours à la force, et n'a cherché ses éléments de durée dans la pratique sincère de la liberté absolue.

Chacun d'eux — même la bande du Deux-Décembre et le ramassis autoritaire des opportunistes — a toujours prétendu, et prétend plus que jamais, aux droits d'imposer aux autres des systèmes infaillibles pour assurer le bonheur du peuple qui, lui, veut qu'on le laisse enfin s'occuper librement de ses propres affaires.

Il importe de bien constater que pas un des partis qui se sont successivement chargés du soin de nous rendre libres et heureux n'a réalisé les promesses qu'il avait faites avant d'arriver au pouvoir.

Par cette violation impudente des engagements solennels, dont la réalisation avait été, aux yeux des masses populaires, la seule raison d'être de l'avènement des nouveaux gouvernants, ceux-ci ont follement sapé la base morale de leur autorité et préparé ainsi leur renversement.

En effet, loin de réformer les abus qu'ils avaient attaqués quand ils étaient dans l'opposition, tous n'ont songé qu'à les exploiter à leur profit, en cherchant des appuis précisément auprès des hommes dont la perpétration de ces abus avait occasionné la chute.

Ils ont agi niaisement, comme s'ils pouvaient espérer qu'on supporterait de leur part ce qu'on n'avait pas toléré des gouvernements antérieurs.

Cette persistance des gouvernants, à commettre tous les mêmes fautes, doit enfin dessiller les yeux des gouvernés.

Ces derniers ne peuvent plus se faire illusion : des expériences nombreuses et cruelles leur ont démontré que le mal réside moins dans les hommes que dans le principe d'autorité.

Quand on a vu les républicains de 1848 et ceux du 4 Septembre accomplir les massacres des Journées de Juin et les égorgements de la Semaine-Sanglante, on ne peut plus songer à confier à des hommes quelconques un pouvoir qui permet de commettre de telles atrocités.

Il faut donc que le peuple prenne

la ferme résolution de s'opposer, le lendemain de la prochaine Révolution, au fonctionnement des lois autoritaires, en vertu desquelles on a pu l'asservir et l'exploiter jusqu'à présent.

Il faut que toutes les institutions d'origine monarchique ou qui facilitent la domination de l'homme sur l'homme disparaissent immédiatement.

Tous les citoyens doivent s'habituer d'avance à l'idée de pratiquer entre eux la loi rationnelle des libres contrats, sans autre sanction que la mutualité des intérêts, et à n'admettre, en cas de litige, d'autre juridiction que celle du libre arbitrage ou du jury corporatif.

C'est aussi sous l'impulsion directe des corporations correspondantes que les services publics doivent désormais fonctionner, sans ingérence d'un pouvoir central qui pourrait y puiser trop facilement une force oppressive.

L'anarchie, c'est-à-dire l'absence de toute centralisation gouvernementale, est le seul moyen d'empêcher le retour des abus que l'aberration fatale des gouvernants a toujours conservés, car l'anarchie n'est, au fond, que le règne de la liberté absolue, sans autre limite que les droits mutuels des citoyens les uns vis-à-vis des autres.

LE DROIT ANARCHIQUE

Le droit de révolte de la femme

(Suite)

M. Gambetta était père (1); cette femme était mère, la France l'ignorait. La nature criait. Gambetta dégoisait sur sa patrie.

S'il eût du moins commencé dans ses harangues par nous montrer que la famille est la première patrie de tout homme, la véritable patrie du cœur, la patrie vivante, tangible, l'institution devant tenir du droit social même toutes les garanties de stabilité, de paix, de développement physique et moral que réclame sa féconde initiative, il nous eût peut-être initié à l'idée d'une autre patrie, conséquence de la famille; il nous eût fait entrevoir un chemin que la France, ce pays des audaces, aurait certainement suivi, et que nos fils auraient frayé derrière nous.

En effet, se servir de l'autorité individuelle et du lien familial pour

(1) Voir les journaux au lendemain de sa mort.

constituer le lien social, tel doit être le but de la République.

Tel ne fut pas celui de Gambetta. Il se servit de l'autoritarisme impérial auquel il s'était identifié, il se servit de l'autorité publique contre les éléments mêmes qui doivent la constituer, et il porta cette doctrine au sein de sa propre famille. Il en usa contre les droits d'une mère, contre les droits de son propre enfant. Il s'en autorisa pour nier ses devoirs les plus intimes, les plus sacrés, les plus nobles, lui que la fortune avait si merveilleusement secondé pour les remplir.

Il aurait pu au sommet de ce que l'on est convenu d'appeler la gloire politique, quand, depuis douze ans, il attirait les regards jaloux des despotes de toutes les nations, il aurait pu donner à l'Europe et au monde cet exemple simple et magnifique de l'homme d'Etat — puisque l'homme d'Etat il y a — plaçant les devoirs de la paternité au premier rang des devoirs sociaux.

N'est-ce pas ainsi, madame Léonie, que vous comprenez la patrie? N'est-ce pas ce sentiment dont vous subissiez la puissance anarchique lorsque vous saisîtes enfin le revolver désespéré?

Merci, madame, vous avez donné au monde un exemple terrible, mais glorieux, immortel; vous avez fini par comprendre que les droits de la nature n'ont rien à démêler avec les droits de l'Etat. Vous aussi, vous vous êtes moquée de la loi qui faisait de vous une chose, de la loi sur laquelle M. Gambetta s'appuyait pour blesser, pour outrager votre personnalité de mère et nier celle de votre enfant, vous vous êtes moquée de cette patrie vague, nuageuse comme celle d'un autre monde, patrie qu'il servait en pâture à ses esclaves du Parlement, de la presse et de l'armée, vous avez voulu que la première patrie fût la famille, que les premières lois fussent la parole donnée, la foi jurée. Vous avez affirmé que les droits du sang étaient des liens pressants, que les ajourner, c'était les nier, et vous avez exigé justice; vous avez bien fait.

Nous glorifions en vous, du fond du cœur, l'avènement du droit social de l'enfant, l'avènement de la patrie nouvelle, la famille. Nous glorifions en vous la lutte contre l'Etat, qui atrophie le droit individuel, qui ne connaît de droit social que le sien, qui devrait représenter la France et qui ne représente guère que le crime.

M. Gambetta avait osé nous dire

que l'Etat c'était tout le monde; vous nous avez appris, madame, à l'exiger ou à nier tout simplement l'Etat. Soyez tranquille, votre leçon n'est pas perdue, l'histoire n'aura pas honte, comme M. Gambetta, de plaquer votre nom à côté du sien.

Il représentera, lui, la victime peu intéressante de l'autorité, vous serez, vous, l'héroïne du droit social des mères, la revendication vivante des premiers droits sociaux de l'enfant.

Vous avez donc plus et mieux travaillé en cinq minutes, par votre simple inspiration, que ne l'ont fait dans treize ans, sous la direction de M. Gambetta, les huit ou neuf cents législateurs qui recèlent impunément la souveraineté de trente-six millions d'âmes. Aussi, ne verrons-nous jamais, à travers la statue que la France s'apprête à ériger à sa mémoire, que le souvenir de l'idée magnanime qui mit dans vos mains, en proie aux violences de votre droit, le revolver dont sortit si malheureusement la balle fatale.

Quant à vous, bandts du pouvoir, qui continuez jusque sous les yeux et dans l'esprit de nos enfants l'œuvre barbare de l'autorité, sachez bien que le droit anarchique est debout. Attendez-vous, comme feu votre maître, à quelque fin tragique.

La Grève de Marseille

Après Paris, Marseille. Dans cette dernière ville, on le sait, quinze mille ouvriers sont en grève.

Nous n'entreprendrons pas de faire l'histoire de cette nouvelle lutte des affamés contre les affameurs, nous n'apprendrions, d'ailleurs, rien de nouveau au lecteur, car c'est toujours et partout la même histoire.

Un beau matin, dans le baigne industriel, on apprend qu'on va faire des heures en plus, « la commande abonde, paraît-il, des engagements sont passés, il faut que tel jour on soit en mesure de livrer. Allons, les enfants, bûchons. »

Le baigne prend bientôt une physionomie nouvelle, les ouvriers semblent s'associer au désir qu'a le patron de voir tomber la besogne, et leurs bras manœuvrent avec une ardeur qui, par instant, touche à la rage; la sueur ruisselle, abondante et noire sur leurs visages bâlés, qu'ils prennent à peine le temps d'essuyer avec la manche de leur chemise ou le revers du poignet.

Mais que leur fait la sueur et la fatigue, ça tombe et le patron est bon enfant.

Qui dirait le contraire en le voyant courir à travers l'atelier, distribuant ses ordres à ses contre-maitres, le sourire à la bouche, le front rayonnant, et jetant souvent sur ceux qui bûchent un regard qui semble si bien leur dire : « Bien,

mes amis, ça marche, et je suis content de vous. » Rien que ça, voyez-vous, donne la force de bûcher comme quatre.

Malheureusement, c'est dans les ateliers comme dans les réunions publiques, il se trouve toujours des mauvaises têtes qui ne sont pas de l'avis de *ces messieurs*, et qui, de même que les anarchistes, ne croient — en dépit de l'enthousiasme d'un troupeau d'imbéciles — aucunement les travailleurs soulagés de leur misère par les phrases creuses de Barodet, des Lanessan, et autres coureurs de banquet, ne se croient nullement payés d'un surcroît de peines par les sourires que la rapacité satisfaite amène aux lèvres de leur patron.

Ces mauvaises têtes vont même jusqu'à penser..... Bien mieux, ils réussissent parfois à insinuer à leurs compagnons de travail que la somme d'argent que la vente de leur production fait tomber dans le coffre-fort du patron leur appartient toute entière, déduction faite — nous y consentons encore — de l'achat des matières premières et autres petits frais, et qu'en prenant au delà du remboursement intégral de ces frais, le patron commet un vol dans toute l'acception du mot, au préjudice du producteur, et que, par conséquent, plus celui-ci bâche, plus le vol est considérable.

Il en faudrait bien moins pour troubler l'esprit et l'ardeur des pauvres diables, qui jusque-là avaient pu croire qu'il fallait bien des patrons pour faire gagner la vie aux ouvriers et qui ne s'étaient jamais doutés que plus ils travaillaient, plus ils étaient volés, et qu'ils étaient contre eux-mêmes les complices des voleurs.

Aussi, bientôt tout change de mine au bagne, bientôt disparaît cet air joyeux qu'on remarquait la veille sur le front des ouvriers, fiers de voir la besogne tomber sous leurs efforts, flattés du sourire et des encouragements du patron. Ce patron leur devient odieux, et si le contre-maitre ou un chef d'équipe les pressent d'*aller plus vite*, leurs lèvres commencent à murmurer, et dans leurs yeux se lit le haineux mépris qu'ils sentent naître dans leur cœur contre ces valets qui leur semblent maintenant aussi méprisables que des mouchards et des geôliers de prison.

Ils se disent cependant que le voleur a pour lui la loi et que cette loi les punira s'ils font, eux volés, ce qu'ils auraient, paraît-il, le droit de faire si le vol s'opérait d'une façon, pour ainsi dire, plus franche, comme par exemple sur la grand'route ou au milieu d'un bois.

Là, ils auraient peut-être chance de terrasser et de rosser celui qui tenterait de les dépouiller. Ici, ils doivent se taire et courber même bien bas le front devant le voleur.

Mais, s'ils ne peuvent tout avoir, ils veulent au moins tenter d'obtenir une partie de ce qui leur appartient; c'est alors qu'ils se concertent entre eux et comment une commission qui va, endimanchée et la mine très humble, demander, au nom de tous, une petite augmentation de salaire au patron.

Mais, aussi orgueilleux que cupide, le patron, c'est-à-dire le voleur, reçoit, le front hautain les pauvres ambassadeurs. Et avant qu'ils aient seulement ouvert la bouche pour exposer leurs condoléances, il se dit ceci : Que des hommes qui se sont laissés impunément voler pendant si longtemps ne doivent pas avoir le courage de la lutte. Et puis quand même ils feraient grève, n'ai-je pas dans ma caisse l'or amassé par leurs sueurs. Mon usine, mon chantier ou mes magasins peuvent bien être fermés pendant plusieurs semaines, plusieurs mois même, cela ne m'empêchera pas de bien vivre, tandis que ces crapules crèveront de faim !

Céder, allons donc ! Ils seront bien aise de revenir me supplier ou d'envoyer leurs femmes pleurnicher à mes pieds pour que je les reprenne, ce que je ferai si je n'ai pu d'ici là les remplacer avantageusement.

Et le voleur, de narquois qu'il était, devient tout à fait insolent, il plaisante, bafoue, injurie quelquefois les ambassadeurs, qui s'en retournent les oreilles rouges et le cœur ulcéré de honte et d'indignation apprendre aux camarades que le patron ne veut pas entendre raison.

C'est alors qu'on arbore l'étendard de la grève. C'est alors aussi que commence le rôle des policiers et de leurs amis certains journalistes.

Les policiers sont chargés, les uns de se faufiler dans les réunions des grévistes, d'interrompre ceux qui prennent la parole, de faire surgir des incidents, en un mot, d'empêcher l'union de se faire entre les

grévistes. Les autres sont pour guetter les moindres prétextes pour arrêter certains ouvriers signalés comme ouvertement hostiles aux exploités.

Les journalistes eux, n'ont pas une plus propre besogne.

Elle consiste à insinuer à l'opinion publique que la grève est l'œuvre de l'étranger.

Qu'on en juge par les lignes suivantes, extraites d'une lettre d'un Marseillais, correspondant du *Nouvelliste* de Lyon, organe des intérêts capitalistes.

« Quels sont les promoteurs de cette grève qui nous menace d'une déchéance prochaine s'il n'y est mis bon ordre d'ici à peu de jours? Il ne serait pas bien difficile de les désigner. Déjà, à la fin de la semaine dernière, on disait aux bateaux qui passaient à Gibraltar, se dirigeant sur Marseille : « Pourquoi allez-vous à Marseille? Vous ne pourrez pas débarquer; les ouvriers des ports sont en grève. Allez donc directement à Gènes! »

« On se demande aussi dans le public ce que diable peuvent bien faire à la tête des grévistes ouvriers : un capitaine d'infanterie en retraite et un marchand grainetier? A quel titre sont-ils là? Travailent-ils ordinairement sur les quais? Se font-ils embaucher, chaque matin, par les patrons entrepreneurs et vivent-ils du montant de cette journée de travail? Oh! non. Mais alors, par qui sont-ils payés? Car, à coup sûr, ils ne font pas pour rien cette triste besogne de déranger les travailleurs et de les exciter contre les patrons.

« L'autorité s'est montrée d'une faiblesse déplorable; beaucoup d'ouvriers auraient travaillé s'ils s'étaient sentis protégés contre les attaques des meneurs. »

Ainsi, selon le journal des patrons, la grève de Marseille est l'œuvre des meneurs à la solde de l'Italie.

Cela ne nous étonne pas venant de la part de gens qui, fils d'exploiteurs, ont dû leur droit à la faiméantise aux vols commis par leurs parents au préjudice des pauvres travailleurs qu'ils exploitaient.

Il leur serait, en effet, trop pénible d'ajouter à la honte de porter d'élégants habits et de faire quelques bonnes parties de lupanard, avec l'argent arraché aux sueurs d'autrui, le cynisme de convenir publiquement que telle est la source d'où sort cet argent.

Mais, ce que nous ne pouvons ou plutôt ce que nous engageons nos amis de Marseille à ne pas tolérer, plus longtemps, c'est l'abus perfide que ces lâches et poussifs gredins font de leur plume *vendue et à vendre* pour stimuler le zèle de leurs dignes acolytes, les policiers contre ceux qu'ils appellent *des meneurs*, et accusent d'être les agents de l'étranger.

Ce n'est donc pas assez que la rapacité des exploités ait plongé quinze mille producteurs et leurs familles dans la misère. Ce n'est donc pas assez d'entendre les femmes et les enfants pousser les gémissements de la faim, de voir de temps à autre un vieillard n'espérant plus rien de ceux qui lui ont tout pris pour s'enrichir, aller frapper à la porte d'un hôpital ou mourir au coin d'une borne... il vous faut mieux que cela, messieurs, il vous faut des arrestations, un procès. Celui des affiliés à l'Internationale est déjà froid, vous accepteriez assez qu'on vous servit celui des *grévistes vendus à l'Italie*, comme si vous ne saviez pas que les Bazaine, comme les Germiny, ne se recollent que dans les rangs de la bourgeoisie.

Qui sait, vous ne dédaigneriez peut-être pas une bonne charge de cavalerie ou même un feu de peloton sur ce tas de crapules d'ouvriers qui font souffrir les intérêts des patrons et osent se plaindre de l'honneur d'être volés par eux.

Et puis, rien ne gêne la digestion des repus comme les cris des meurts-de-faim. O Espivent de La Villeboisnet, que n'es-tu là! tu pourrais les contenter! Eh bien! nous sommes en mesure de vous le dire : Vous ne réussirez pas.

La grève de Marseille, comme les manifestations de Paris et comme tous les mouvements prolétariens qui vont désormais se succéder sans interruption, jusqu'au jour de la *liquidation totale*, la grève de Marseille ne sera pas imprudemment *menée*, elle ne sera pas une agitation stérile, mais un moyen de propagande efficace contre ceux qui faiméantissent, s'enrichissent et s'engraissent des sueurs du peuple.

Vous parlez de meneurs. Eh bien! les meneurs, c'est-à-dire ceux qui ont fait

comprendre à leurs frères d'atelier que le travail, tel qu'il est organisé actuellement, est une imitation désavantageuse de l'ancien servage, et que le patron n'est qu'un vulgaire et infâme voleur, plus rapace, plus insolent et plus inhumain encore que le seigneur d'autrefois.

Les meneurs ne perdront donc pas leur temps à des manifestations stériles, qui pourraient conduire à vous donner le prétexte de faire une saignée au prolétariat, comme vous l'eussiez tant désiré ces jours derniers à Paris.

Non, gros malins, ici comme là-bas, vous ne réussirez pas et si vous continuez à aboyer, nous vous conseillons beaucoup de le faire d'assez loin, car il paraît que là-bas les grévistes savent que les révolutionnaires de Lyon ont émis ce vœu, que les mouchardo-journalistes, qui viendraient se mêler aux manifestations ouvrières, fussent *déshabillés et fouettés publiquement*.

Ainsi donc, tenez-vous à distance, monsieur le correspondant du *Nouvelliste*, ou sinon gare à tes fesses.

Oh! ne craignez pas cependant qu'ils excèdent dans toute son étendue la légitime colère des affamés contre les affameurs.

Ne vous attendez pas à voir un de ces quatre matins, — comme on pourrait nous prêter l'intention de le faire, — les exploités marseillais se balancer au bout d'une corde à la porte de leur baignoire ou à l'ombre d'un reverber, non ne craignez pas cela, ce n'est pas encore l'heure propice pour la justice, et puis cela ne serait pas facile, vu que, tandis que les grévistes errent sans pain dans les rues, ceux qui les affament font, au loin, des voyages d'agrément ou se cachent entourés de bonnes bouteilles au fond d'un domaine payé avec la sueur de leurs esclaves et attendant que la faim ait vaincu ces derniers.

Quant aux meneurs, nous leur conseillerons d'utiliser les heures de leur repos forcé pour enseigner à leur frères qu'à côté des voleurs industriels il y a les escroqueurs politiques, qu'à côté de ceux qui, en volant la sueur de leurs ouvriers, vivent et s'amuse et s'enrichissent, il y a ceux qui escroquent la confiance du peuple; et que pour être débarrassés de toutes ces sangsues, il y a un moyen meilleur que toutes les grèves réunies : « La Révolution. »

A « LA LANTERNE »

Le sieur Guyot, n'ayant pu digérer la raclée qui lui a été administrée par nos amis, à la salle Rivoli, y revient encore dans la *Lanterne* du 12 avril et se sert des coups qu'il a reçus pour dire que les anarchistes n'ont d'autre idéal et d'autres moyens de discussion que les coups de poing; qu'ils sont plus réactionnaires que tous les réactionnaires ensemble. Nous allons répondre à ce monsieur, non pas pour lui, car il n'en vaut pas la peine, mais pour les travailleurs qui en sont encore à lire la *Lanterne*.

D'abord, monsieur Guyot, vous vous plaignez de ce que les anarchistes tapent et ne discutent pas, il y a à cela plusieurs raisons; d'abord avec les bourgeois, en général, nous n'avons pas à les convaincre, pas d'arguments à leur fournir; ce sont des adversaires qui ont intérêt à conserver l'ordre de choses actuel, dont ils vivent, tandis que nous voulons le détruire, parce que nous en crevons. Ce sont donc pour nous des obstacles à *supprimer*, nous n'avons pas de temps à perdre à discuter avec eux en général et avec vous en particulier, monsieur Guyot.

Quand on veut qu'un adversaire discute pacifiquement avec vous, on tâche d'abord d'être poli; les anarchistes sont entrés en discussion courtoisement avec ceux qui ont été courtois envers eux; vous, monsieur Guyot, vous les avez traités de « mouchards » dans votre journal; « d'agents de Cunéo », à ladite réunion. S'ils vous ont riposté par des coups de poing, vous le méritiez donc bien, et soyez assuré qu'ils agiront de même, chaque fois qu'ils en auront l'occasion, envers ceux qui auront les mêmes moyens de discussion que vous.

Quant à notre idéal, le cadre de cet article ne nous permet pas de le développer ici; seulement, vous dites en parlant des anarchistes : « Ces farceurs seraient assez ennuyés si on leur proposait d'aller appliquer entre eux leurs

théories dans une île où ils seraient livrés à eux-mêmes. »

Eh bien, Monsieur Guyot, permettez-nous de vous retourner l'épithète de farceur, car, si on venait nous proposer cela, non seulement nous ne serions pas ennuyés, mais encore, nous éclaterions de rire au nez de l'imbécile qui viendrait nous le proposer.

Comment! il existe de par le monde habité tout un stock de connaissances acquises; un outillage perfectionné de richesses créées par les générations de travailleurs qui nous ont précédés, et dont une classe de parasites (dont vous faites partie, monsieur Guyot) s'est emparée à son seul profit, à notre détriment. Vous voudriez que nous acceptassions d'aller habiter dans une île, pour vous laisser la tranquille jouissance de tout cela. Non! non! nous voulons notre part de ces richesses que nous avons créées; nous voulons être libres d'habiter où bon nous semblera et nous ne serons pas si bêtes que d'aller nous déporter nous-mêmes et vous débarrasser de nos réclamations.

Puis M. Guyot nous fait un reproche, nous accuse d'être jetés hors des partis réguliers, hélas! oui, nous sommes des *irréguliers*, et cela nous l'avouons sans aucune honte. Seulement, ce ne sont pas les *partis réguliers* qui nous ont jetés dehors, M. Guyot, c'est nous qui en sommes sortis, pour faire la guerre à tous ces ambitieux, à tous ces coureurs de places, à tous ceux en un mot, qui n'ont qu'un but, *remplacer le pouvoir existant*, par un autre dont ils seraient les moteurs ou les créatures. Et comme nous, anarchistes, ne voulons d'aucun pouvoir, d'aucune autorité, comme nous voulons briser toutes les institutions, toutes les situations qui pourraient servir les ambitions personnelles, voilà ce qui fait que nous sommes des irréguliers et que les ambitieux de toutes sectes, que tous ceux qui ne voient dans la politique, qu'un moyen de vivre grasement aux dépens de ceux qui sont assez bêtes pour les supporter, depuis le monarchiste clérical en passant par le bonapartiste jusqu'au radical le plus rouge, nous sont tombés si *fraternellement* sur le dos, oubliant les querelles qui sont sensés les diviser, pour nous accabler d'injures et de calomnies. Il est vrai, qu'après tout, nous ne l'avons pas volé, nous sommes si mauvais coucheurs, n'est-ce pas, monsieur Guyot?

M. Guyot nous jette encore le mouchard Valadier à la face, eh! mon bon monsieur, oui, il y a eu un mouchard parmi nous, et cela est un accident qui arrive à tous les partis qui font une guerre sérieuse au pouvoir existant. Les républicains en ont eu parmi eux quand ils faisaient la guerre à la monarchie de Juillet et à l'Empire, les anarchistes en ont eu et en auront malheureusement peut-être encore en faisant la guerre à la bourgeoisie, mais qu'est-ce que cela prouve? Que le gouvernement bourgeois nous craint et qu'il est forcé d'enoyer de ces misérables parmi nous, pour nous espionner, et si nous avons été assez maladroits pour laisser se glisser ce personnage parmi nous, aujourd'hui, soixante des nôtres en subissent les conséquences dans les geôles bourgeoises, et puis si ce Valadier a pu se tirer les *grègues nettes*, il n'en sera pas toujours ainsi, monsieur Guyot, les anarchistes n'ont pas épuisé sur vous la série de coups de poing qu'ils ont en réserve pour ceux qui viendront se mettre en travers de leur passage, il y en aura qui seront peut-être bientôt à même de s'en apercevoir.

Et si vous, messieurs les radicaux, qui criez si fort aux mouchards, vous n'en avez pas parmi vous, c'est que le gouvernement bourgeois sait bien qu'il n'a rien à craindre de vous, c'est qu'il sait bien que la guerre que vous lui faites n'est que toute apparente, mais qu'au fond, vous avez tous le même but et les mêmes intérêts : égarer les travailleurs à la poursuite de réformes dérisoires pour continuer de vivre à leurs dépens en les exploitant, et du reste, du jour où le gouvernement voudrait savoir ce qui se passe parmi vous, il n'aurait pas besoin de vous envoyer des mouchards, vous êtes tous à vendre.

Puis enfin, à bout d'arguments, M. Guyot reproche aux anarchistes qui font de l'action, de ne pas se laisser arrêter, et de garder l'anonymat; ah ça, Monsieur Guyot, prenez-vous vos lecteurs pour des cruches! ou bien les coups de poing que vous avez reçus vous ont-ils fendé le crâne, au point de finir de vous rendre idiot? Comment, voilà des hommes qui, comme dans le mouvement de Montceau

comme dans les différents actes qui se sont accomplis, un peu partout, se sont mis en révolte ouverte contre la loi faite par les bourgeois avec lesquels nous sommes en guerre, et vous voudriez qu'ils allassent bêtement dire à ces bourgeois : « Vous savez, c'est moi, un tel, qui ai fait cela, » ne serait-ce pas prononcer soi-même sa condamnation; votre ami Jacomet rirait trop.

Nous, anarchistes, nous ne posons pas pour le genre héroïque, nous n'avons qu'un but : faire à la bourgeoisie le plus de mal que nous pourrons, et en recevoir le moins possible, aussi chaque fois que nous pourrons accomplir des actes contre les lois existantes, et garder l'anonymat, nous n'y faillirons pas, nous préférons après tout être dehors pour pouvoir recommencer, au lieu d'être inutiles dans un cachot, mais une fois pris, sachez le bien, nous savons endosser la responsabilité de nos actes, et l'attitude énergique de nos amis dans le procès de Lyon est là pour le prouver.

LES COUPABLES

Vous ne saviez pas encore peut-être, que, s'il y a actuellement une crise économique, si des milliers d'ouvriers attendent le ventre vide qu'on veuille bien leur donner du pain, la cause en est aux révolutionnaires.

Le *Moniteur des Syndicats ouvriers*, organe cher à Barberet, qui n'a jamais laissé passer l'occasion de nous lancer quelque grossière injure, nous l'apprenait il y a quelques jours : « Les prolétaires sont malheureux par vous et vos amis, » disait-il.

Dans notre naïveté de révolutionnaire, nous pensions, que s'il y a actuellement une crise économique, jetant sur le pavé et affamant des milliers de travailleurs, cela vient uniquement de l'organisation sociale que nous sommes forcés de subir. Nous ne croyons pas que nous ayons jamais eu le pouvoir de décréter, sans le savoir, le chômage qui existe aujourd'hui.

Suivant le *Moniteur des Syndicats*, c'est sur nous que doit retomber la responsabilité de la crise, c'est nous seuls qui sommes coupables.

C'est nous qui avons été, paraît-il, fatalement terrible à l'industrie française, en allant, lorsque l'occasion s'en est présentée, faire de l'agitation révolutionnaire.

C'est nous qui avons ameuté les ouvriers contre les patrons; nous qui les avons poussés à la grève.

Nous méritons pour cela les foudres vengeresses de la loi! Nous méritons l'extermination!

Dites donc aussi, c'est le complément indispensable, que, nous seuls, sommes cause que l'exploitation bourgeoise existe; qu'il y a partout des opprimés et des oppresseurs... Cela ne vous coûtera pas plus.

Nous ne prendrons pas la peine de relever ces accusations, aussi ridicules que grotesques, ce serait assurément perdre du temps.

Mais, nous constaterons combien nos idées s'imposent, combien nos idées ont d'autorité.

Ah! nous sommes responsables de la grande misère qui sévit contre les travailleurs.

Farceurs sinistres, vous craignez nos paroles de justice, et c'est pourquoi vous réclamez contre nous la répression.

Il n'est pas difficile de parler ainsi sous la protection des lois, mais il vous est difficile de discuter nos idées! Vous n'osez le faire, vous vous contentez tout simplement de nous calomnier, de nous vouer à la vindicte gouvernementale.

Ah! c'est nous qui sommes coupables parce que nous avons le courage de dire aux travailleurs que la source de leurs souffrances est dans l'organisation économique de la société; de prouver aux exploités que, le seul moyen de se débarrasser de l'exploitation qu'ils subissent, c'est la Révolution violente.

Ah! c'est nous qui sommes coupables, si les ouvriers sont à la merci de leurs employeurs; s'ils sont obligés de succomber sous la fatalité capitaliste et financière; si les déshérités de l'existence humaine sont obligés de crever de misère et de faim à côté de l'insolente oisi-

veté des favorisés de la fortune ou plutôt du vol.

Eh bien, soit, nous acceptons; mais prenez garde, nos idées pénètrent chaque jour davantage au plus profond des masses populaires; l'armée des révoltés grandit constamment, et l'heure de la Révolution sociale et de l'extermination des oppresseurs sonnera bientôt.

Alors, ce jour-là, oui, nous serons réellement coupables d'avoir brisé le despotisme du capital et d'avoir aidé à établir définitivement le règne de la justice et de l'égalité.

LES APOTRES RÉVISEURS

Si quelque citoyen de bonne foi avait pu douter jusqu'ici que la bourgeoisie mène la France droit à la monarchie, il lui aurait suffi, à coup sûr, après avoir assisté à la conférence de Léon Say, de se rendre à celle de Barodet, Lanessan et C^o.

Au fond, les discours de la Bourse, de l'Elysée et de l'Alcazar se valent et sont bons à jeter dans le même panier.

Nous laissons aux journaux vendus le soin d'en assommer leurs naïfs lecteurs. Pour nous, nous ne voulons en retenir qu'une chose; c'est ce tempérament de servilité ou l'esprit d'autorité a fait descendre le peuple, et cela en temps de République.

Tel radical, conservant sa dignité de citoyen, qui eût osé opposer à M. Léon Say, à la Bourse, le moindre signe de dénégation, eût été expulsé sur-le-champ par les exploités du centre; tel socialiste qui demande la parole, à l'Elysée, pour protester contre des façons d'autoritaires, se la voit impitoyablement refuser : le citoyen Sauzet en sait quelque chose; tel collectiviste qui ose montrer sa figure à la réunion pseudo-socialiste de l'Alcazar se voit mettre le poing sous la gorge par des policiers d'un nouveau genre; enfin, tel anarchiste qui ose crier et vendre la *Lutte*, en attendant les apôtres révisés qui ne viennent pas, se voit entouré par une bande d'argousins enrubannés qui appellent les commissaires de police pour le jeter à la porte.

Nous aurions pu résister et y mettre ces bonshommes, nous avons préféré examiner curieusement la furie de ces valets de procureurs et leur laisser leur imbécillité pour compte. Nous aurions pu baptiser solennellement la *Lutte*, qu'un groupe de vendus voulait interdire de la salle, et nous les avons tranquillement regardés ça et là dans le blanc des yeux, honteux qu'ils étaient de leur mauvaise action, et nous satisfaits de leur bêtise.

La *Lutte* vous déplaît, messieurs les pseudo-socialistes, tant mieux; c'est un signe qu'elle est en bonne voie révolutionnaire.

Bref, depuis le discours de la « *politique des intérêts*, » jusqu'au discours sonore de Tony Révillon, on voit s'échelonne, derrière les meneurs qui occupent les divers gradins du pouvoir, les coteries les plus bizarres d'hommes sans principes, sans foi sociale, qui applaudissent, sur le moindre signe du chef de file, les contradictions les plus flagrantes: Révillon après Léon Say, Lanessan après Barodet; des hommes qui sont tout, excepté eux-mêmes. Plus de citoyens, rien que des chiens courants, des badauds, de simples bonshommes d'électeurs.

Demandez à ces hordes caméléoniennes, héritières des mœurs impériales, la liberté de contredire que l'on accorde aux criminels, Barodet répond aussitôt leur écho lugubre : « On s'en va, on ne se défend pas, nous sommes les apôtres, vous êtes les fidèles; nous vous apportons nos projets, nous n'avons que faire de vos idées, nous constituerons bien sans vous. » Qu'est-ce donc que vous constituerez? Est-ce encore votre éternelle autorité? Est-ce simplement la ficelle gouvernementale à laquelle vous voulez ajouter ou supprimer un toron pour la rendre ou plus souple ou plus forte? Est-ce la personnalité humaine qui a si besoin, elle, d'être constituée et de laquelle vous ne tenez aucun compte? Est-ce la famille, qui se meurt dans les étreintes de vos lois inhumaines, la famille dont vous avez osé réglementer la dislocation avant d'en instituer le lien social? Est-ce enfin la liberté!... De

grâce, parlez; dites-nous ce que vous voulez constituer.

Ferry et Paul Bert s'acharnent eux, à constituer encore et toujours l'autorité comme de braves impérialistes, et il n'y a pas à s'étonner si, là-bas, dans l'ombre, à Chantilly, l'on sourit de leur inconsciente complicité; mais vous intrançais, quel est votre idéal? Quel est votre but? les plus fins n'y ont rien vu.

Nous anarchistes, que vous ne daignez pas entendre — et pourtant l'occasion était unique — nous disons simplement que si vous vous croyez les maîtres-maçons de la constitution, nous en sommes, nous, les laborieux goujats, et, à ce titre, tout aussi indispensables à l'œuvre que vous.

Songez que pendant que vous perdez le temps à vous rire des efforts du passé, que vous niez et que vous méprisez les efforts du présent, songez que les lutteurs de l'avenir sont en prison, au lieu de poursuivre de votre ostracisme ceux qui n'y sont pas.

Et pourquoi y sont-ils? pour avoir voulu, pour vouloir encore et toujours commencer la constitution par le commencement : le droit du peuple. Et ils vous défient, tout enfermés et tout traqués qu'ils sont, de la commencer par un autre endroit.

Et, en effet, que reste-t-il à constituer? l'anarchie; l'anarchie, la contre-partie de l'autorité; l'anarchie, le second membre de l'équation sociale, membre dont il faut poser tous les termes, équation qui est la constitution même, équation des droits et des devoirs, qui doit donner la solution de tous les problèmes sociaux résolus aujourd'hui par la force et par le crime. Ah! vous êtes petits, messieurs les révisés de l'autorité, à côté de ces vérités que vous fourrez en prison, et que vous rejetez du pied, et vous nous obligez à conclure de la servilité que vous aimez dans vos électeurs, que si demain, un aventurier ose prendre audacieusement la houlette de l'Etat, cette bergerie de sycophantes, les moutons applaudiront le coup, tout aussi bêtement et peut-être plus unanimement qu'ils n'ont applaudi vos discours.

D'où vient un mal si grand! du gouvernement même, de ses Jacomet et de vous.

LA RÉVOLUTION FUTURE

Lorsque, par suite des premiers phénomènes de la nature qui frappèrent l'esprit non développé de l'homme primitif, — créant ainsi la peur, — certains êtres se trouvèrent placés par les conséquences des actes primordiaux de la sélection au-dessus de leurs semblables, on peut affirmer qu'alors l'inégalité commença son règne sanglant.

Les hommes de l'époque primitive crurent — effrayés par la lutte incessante des éléments indomptés — à un pouvoir surnaturel, dirigé par un être suprême.

Ils ne pouvaient se rendre un compte exact de l'organisation naturelle des choses, ni analyser les phénomènes qui en sont la résultante.

Quand certains besoins se firent sentir chez les individus et les poussèrent instinctivement à se rapprocher, l'idée d'union, de société fut conçue, mais elle ne fut point comprise comme il fallait.

L'association des hommes primitifs fut une association faite dans les ténèbres de l'ignorance et de la superstition; pour cela, mal équilibrée, et qui devait avoir fatalement pour base l'inégalité.

Certes, il eût été facile de revenir de l'erreur première et d'arriver à découvrir la vérité sur les phénomènes naturels; mais l'état de prostration dans lequel furent jetés nos ancêtres à leur réveil du sommeil animal, troublèrent leur esprit; au lieu de lutter, de se défendre, ils tremblèrent, ils implorèrent.

Ils durent alors être obligés de subir la fatalité de l'erreur et, par suite, le joug de leurs rares semblables qui, plus favorisés qu'eux par la nature, eurent les premiers conscience du profit qu'on pouvait retirer de la domination d'être asservis à la crainte des phénomènes naturels.

Quoi qu'il en soit, il nous est permis de constater une chose, c'est que l'égalité des hommes est une première condition naturelle, et que, si elle disparut dès les premiers âges, c'est qu'elle fut

mal comprise par les uns et violée par les autres.

Cependant, cette inégalité n'eut pas tout d'abord les horribles conséquences contre lesquelles nous luttons aujourd'hui. Des associations d'hommes se formèrent sur le pied de l'égalité la plus parfaite, de l'égalité véritable, absolue; mais la société toute entière, mais la famille humaine fut mal organisée, ou, plutôt, elle fut organisée.

L'homme respecta la force, ne sachant pas qu'il était partie intégrante de cette force.

Il n'alla pas de l'avant; la peur superstitieuse l'emporta sur son amour natif de la liberté et le fit reculer, et il surgit de son esprit troublé, comme conséquence fatale de cette peur, la croyance à quelque chose au-dessus de tout, à un Dieu.

Dès lors, il ne fut plus moralement libre. Il respecta une autorité inconnue, qu'il croyait cachée. Il craignit et il n'osa se débarrasser de l'obstacle factice qui venait de se dresser ainsi sur la route du progrès. Ce fut le commencement de l'obéissance!

Nous ne voulons pas, certes, entrer ici, dans des détails sur les origines de l'inégalité et de la servitude, mais nous pouvons dire, cependant, que la source des iniquités et des fatalités sociales fut creusée, parce que l'être humain ne put savoir ce qu'il était, quel était la place qu'il occupait dans l'espace, quel était le rôle qu'il devait remplir.

Oh! si l'homme primitif, si les premiers échantillons de l'espèce humaine avaient eu l'intelligence aussi développée que celle des hommes d'aujourd'hui, nous ne connaîtrions point ce que c'est que l'exploitation de l'homme par l'homme; nous ne saurions point ce que c'est que la misère, nous n'aurions jamais souffert les souffrances terribles de l'inégalité et des privations, on n'aurait eu jamais le respect d'une autorité quelconque et des religions, car, au contraire, l'homme n'ayant eu qu'à lutter pour l'existence en aurait aplani toutes les difficultés à renverser les obstacles principaux, et il vivrait dans l'abondance terrestre, heureux et libre avec toutes les jouissances des satisfactions possibles. Il aurait exploré, tour à tour, les plus hautes sphères du savoir, il aurait connaissance aujourd'hui des régions les plus élevées de la science et de l'art; et s'il avait vécu de cette vie d'égalité et de liberté que nous désirons ardemment de nos jours et pour les générations suivantes, il aurait évolué peu à peu, entraîné par le flot toujours montant des perfections, vers l'idéal suprême.

Nous avons confiance dans l'avenir, nous les anarchistes, et nous ne doutons pas que le jour n'est pas éloigné, malgré les hontes, les bassesses, les iniquités et les corruptions de la société actuelle et peut-être à cause de tout cela, où l'homme ayant reconquis tous ses droits en renversant ses oppresseurs, retrouvera le chemin de la vie libre.

Mais pour arriver à ce jour heureux, il faut que tout ce qui est oppressif disparaisse; il faut que tout ce qui nécessite la misère, le despotisme, le mécontentement périsse; or, tout ce qui est oppressif, tout ce qui engendre les rivalités sociales, les antagonismes, c'est toute l'organisation actuelle de la société humaine.

Il faut donc, pour arriver à notre but, pour voir se réaliser nos rêves, c'est-à-dire pour voir enfin régner partout la liberté, il faut que l'édifice social actuel soit détruit de fond en comble par la prochaine Révolution.

LES NÈGRES BLANCS

Tourangeau, disait ces temps derniers, à un maître usinier, radical farouche paraît-il, à un ouvrier qui lui demandait quelques centimes d'augmentation. Tourangeau, vous n'êtes jamais content.

Il y a trois ans, vous aviez trois francs vingt-cinq. L'année dernière, sous prétexte qu'il vous était né deux enfants de plus, vous m'avez demandé de l'augmentation. Vos charges de famille ne me regardent pas, mais j'ai bon cœur et je vous ai mis à trois francs cinquante; mais voilà qu'aujourd'hui, vous réclamez en-

core. Décidément, Tourangeau, je ne vous comprends plus.

Je sais bien que la vie est devenue chère, que les loyers... enfin tout ce que vous voudrez, mais que diriez-vous donc si vous étiez comme avant 89, c'est-à-dire esclave... Enfin, Tourangeau, vous êtes libre d'aller travailler où bon vous semblera, chez le patron qui vous paiera le mieux.

Le pauvre diable à qui l'on parlait ainsi n'essaya même pas d'une réplique, il se contenta de s'en référer au bon plaisir du patron et retourna à la place qui lui était assignée dans le bagne de cet humain et radical industriel.

Peut-être se figurait-il après tout ce que venait de lui dire son employeur sur 89 était arrivé, et se consolait-il de son échec en se disant ce que nous avons déjà tant de fois entendu répéter par l'ouvrier :

« Hélas! qu'ont dû être nos pères? »

Vos pères ont été des hommes et vous êtes des enfants; ils ont renversé, par la force révolutionnaire, les privilèges et les Bastilles féodales, et vous, qui deviez continuer l'œuvre commencée par eux et scellée de leur sang, vous avez laissé se reconstituer les Bastilles et les privilèges capitalistes.

Aussi, par votre faute, il ne s'agit pas de continuer aujourd'hui, il faut recommencer, il faut reprendre le travail en sous œuvre; en un mot, agir absolument comme si rien n'était fait; car nous avons, dans la bourgeoisie, une puissance autrement forte, autrement attachée à ses prérogatives que ne l'était la puissance qu'ont renversée vos pères.

Non, vous n'êtes pas affranchis du servage! Non, l'esclavage n'est pas aboli!

Les esclaves sont moins nombreux, c'est possible, mais l'égalité n'est pas faite pour cela, bien au contraire.

Ceux qui, en 89, ont cessé d'être des valets sont devenus des maîtres, et des maîtres tout aussi impitoyables que leurs prédécesseurs.

Les serfs d'autrefois étaient porteurs d'un écriteau, sur lequel était écrit : « A vendre. » La Révolution de 89 a retourné l'écriteau, et on y lit aujourd'hui : « A louer. »

Autrefois, les spoliateurs de la fortune publique *achevaient la force humaine*, comme la *force motrice*; les seigneurs d'aujourd'hui sont exploités de l'une et propriétaires de l'autre.

La loi de l'offre et de la demande (c'est-à-dire le plus ou moins de marchandises à louer), refaisant l'équilibre, ramène les choses à leur état primitif, comme avant 89, et l'on trafique de la chair humaine, absolument comme s'il s'agissait d'une denrée quelconque.

Les bras sont-ils rares sur le marché du travail, ils sont à la hausse, et l'on ne choisit pas, on prend ce qui se présente.

Mais si, au contraire, ils sont abondants (comme cela sera toujours maintenant avec les progrès du machinisme), alors, les bras sont à la baisse, on fait un minutieux triage.

Il ne faut pas que la marchandise soit avariée ou on la refuse impitoyablement.

Des vieillards, il ne faut pas en parler. Si un travailleur s'est fait estropier par une machine ou si le grand âge a diminué ses forces, sa situation est toute faite :

S'il prend, en prison;

S'il demande, en prison;

S'il tombe d'inanition, à l'hôpital.

Et après cela, les bourgeois s'étonnent, s'irritent de voir les travailleurs songer à faire une Révolution.

« Fourrez-moi donc à Clervaux ces révolutionnaires, ces anarchistes, ces internationalistes.

« En somme, que réclament-ils ?

« N'avons-nous pas tout fait pour eux ?

« Le droit au travail n'existe-t-il pas ?

Vous mentez, bourgeois égoïstes et repus. C'est le droit à la paresse qui existe, et si vous en voulez tant aux anarchistes, c'est parce qu'ils veulent détruire cette honte sociale et vous mettre dans la nécessité de travailler, de produire ou de crever de faim.

Ah! messieurs les parasites, vous appelez votre fainéantise, vos débauches, des droits acquis, des droits légitimes, et sur ce terrain vous êtes tous d'accord; les nuances politiques disparaissent; il n'y a plus ni rouges, ni blancs, ni radicaux, ni opportunistes, ni cléricaux, vous êtes tous pour les droits légitimes; en un mot, tous légitimistes et conservateurs.

Et le peuple travailleur n'a pas encore compris que c'est le péril commun qui fait l'union réactionnaire sur la question de la propriété individuelle.

Le jour où le prolétariat comprendra lui aussi qu'il a un intérêt commun : l'union révolutionnaire sur le terrain économique; ce jour-là la Révolution sera faite.

Que l'on ne vienne pas nous parler de l'entente du travail et du capital.

Il est aussi difficile d'unir le travail au capital que de marier la lune au soleil.

Les privilégiés, par leurs exactions, leur autorité brutale, leurs turpitudes et leurs tyrannies, creusent chaque jour davantage le fossé qui nous sépare, sans se douter peut-être que ce fossé est appelé à se remplir de cadavres.

Mais que nous importe demain, disent-ils, si nous sommes les maîtres aujourd'hui; jouissons d'abord, puis nous verrons bien ensuite.

D'ailleurs, n'avons-nous pas des soldats pour nous débarrasser de ceux qui s'aviseraient de troubler notre fête.

C'est cela, messieurs, jouissez... mais de votre reste, car, sachez-le, ceux qui étaient aveugles sont devenus borgnes, les borgnes myopes, et finalement, à l'heure qu'il est, tout le monde commence à y voir clair.

Continuez, continuez, messieurs, mais n'oubliez pas, vous qui avez fait vos classes, n'oubliez pas la parole d'Horace : « Le loup attaque de la dent, le taureau de la corne. »

Sarclage

J'avais sept ans, quand je commençai ma lutte pour l'existence. Ma mère, devenue veuve avec trois enfants, se vit dans la nécessité de quitter Lyon pour se fixer dans son pays où elle croyait trouver plus de ressources. Je fus presque immédiatement placé chez des paysans où pour avoir le morceau de pain, je dus conduire les bestiaux aux champs et me rendre utile par divers travaux qui, sans demander beaucoup de force, exigent cependant une certaine connaissance que je ne possédais point à cet âge.

Un jour, le paysan me conduisit dans un champ de blé où l'herbe avait poussé dru, et se mit en devoir d'arracher ce qui devait me servir d'échantillon; alors dans ma naïveté je lui dis : « pourquoi arracher ces belles plantes? elles sont pourtant plus fortes et plus vivaces que celles-ci, » et je montrai le blé qui me paraissait bien maigre. « Mais c'est justement pour cela qu'il faut les arracher, car vois-tu, mon enfant, ça ne produit pas, ça mange tout l'engrais, et bien plus ça étouffe ce qui voudrait produire. » L'explication était si simple, si logique, que je me mis à l'œuvre sans réplique. Mais bientôt je m'arrêtai, une ortie venait de me piquer; anxieux, j'interrogeai le bonhomme. Un sourire narquois s'épanouit sur son visage, puis il me dit : Prends donc à pleine main et ferme fort. J'obéis, et les dards paralysés par l'étreinte furent réduits à l'impuissance. Joyeux, je me remis à l'œuvre avec ardeur. Soudain, je m'arrêtai, cette fois sérieusement effrayé, un énorme, un monstrueux chardon se dressait devant moi tout hérissé de baionnettes, je n'osais même l'approcher; le paysan vint, et prenant le sommet dans sa main calleuse, il l'arrache et le jette sur un tas de pierres pour le faire sécher; un instant après, il était flétri, et ses dards tournés vers la terre, il n'offrait ni provocations, ni menaces; plus tard pulvérisé, il ne laissa même pas de traces.

Depuis ce temps-là, j'ai beaucoup travaillé, assez voyagé, j'ai vu nombre d'ateliés, quantité de villes, et d'avantage de misères. Puis, j'ai rencontré des penseurs, et ces hommes m'ont dit, en me montrant la classe bourgeoise : « Ce monde-là ne produit pas, ça boit, ça mange, ça tient de la place, trop de place pour notre développement; en un mot, ce sont des parasites. J'ai réfléchi, et je me suis dit que mon vieux paysan ne m'avait pas tant fait de phrases pour me dire que je devais arracher toute herbe nuisible.

Oh! je m'en souviens, c'est pour cela que je crie : Compagnons! vous qui vous êtes frolés aux orties, n'oubliez pas la leçon de mon premier patron, souvenez-vous en surtout en face du chardon.

Debout donc, les anarchistes! à l'œuvre! et en avant!

Tribune Révolutionnaire

On nous écrit de Saint-Etienne :

Samedi dernier, a eu lieu au Cirque, une grande représentation révisardiste.

Le bureau, dont la composition avait été décidée longtemps à l'avance, avait pour président l'ex-chapelier Amouroux; aujourd'hui journaliste, attaché à une feuille radicale quelconque.

Dans une longue allocution, chaudement applaudie par dix ou douze claqueurs, ce bourgeois de fraîche date a parlé de la crise industrielle qui sévit actuellement et jette des milliers de travailleurs sur le pavé et dans les affres de la faim, tandis que les patrons, eux, continuent à se bien gouverner.

Selon l'aspirant aux grandeurs gouvernementales, la faute de la crise industrielle est d'abord : la guerre de 70 et ses conséquences;

Ensuite, notre industrie portée et laissée à l'étranger par les proscrits de 71; et, ajoute-t-il, *l'augmentation des salaires*.

On a bien raison de dire que si chacun faisait son métier, les vaches seraient bien gardées.

Il faut vraiment que M. Amouroux ne soit pas aussi fort qu'il semble vouloir le faire croire par ses airs passablement prétentieux, pour nous lâcher d'aussi grosses aneries, surtout celle qui consiste à dire que la crise industrielle vient de l'augmentation des salaires.

Si le sieur Amouroux avait daigné se renseigner auprès de ceux qui ont une plus grande compétence que lui en la matière, c'est-à-dire aux travailleurs, et principalement à ceux de Saint-Etienne, il se fût épargné le ridicule qu'amasse sur lui la preuve qu'il nous a donnée de son ignorance, car il aurait appris que, dans cette ville, les armuriers et les passementiers en sont réduits à gagner 1 fr. 50 ou 2 fr. le plus par jour. A Lyon, les tisseurs sont descendus bien au-dessous du tarif de 1869; enfin, presque partout le salaire a diminué ou est resté ce qu'il était, tandis que le prix des vivres et des loyers n'a pas cessé d'augmenter.

C'est donc dans la rapacité des fabricants et des propriétaires, de cette poignée de fainéants qui confisquent à leur profit l'outillage et la propriété qui nous appartiennent à nous producteurs, qui fabriquons ou cultivons tout ce qui se consomme; à nous qui bâtissons les splendides demeures des parasites et aussi les hôpitaux et les prisons où nous allons mourir. C'est dans la rapacité de ces sangsues humaines, disons nous, qu'il faut voir les causes de la crise industrielle que nous traversons ou plutôt dans laquelle nous ne faisons qu'entrer.

Croyez-nous, M. Amouroux, vous feriez bien de retourner à vos chapeaux.

Quand il eut achevé son bête boniment, plusieurs voix demandèrent à ce que l'on nommât un président d'honneur. Le nom de Bordat et de Kropotkine se croisent.

M. Amouroux, en homme qui aspire à fréquenter les hautes régions, donne la préférence à celui du prince, et le prince Kropotkine est nommé président d'honneur. Mais, comme tout prince qu'il est Kropotkine est anarchiste, M. Amouroux éprouve le besoin de déclarer que ce n'est pas l'anarchiste, mais le grand savant qui a été nommé président d'honneur.

Pauvre roubleur, ça l'embête ou plutôt ça embête donc bien tes maîtres de voir des hommes de science comme Kropotkine et Elisée Reclus défendre les idées anarchistes.

Après Amouroux, le citoyen Lefèvre vient nous rabâcher les rengaines déjà mille fois redites, sur les troubles de Montceau, par les radicaux, à savoir : que l'émeute a été provoquée par la pression cléricale sur les ouvriers de ce pays.

Quant au salaire dérisoire que Chagot et C^o donnent à leurs ouvriers en échange du plus répugnant et du plus dangereux des métiers, il n'en est pas question du tout.

En bon camarade, Lefèvre ne veut sans doute pas remettre sur le tapis les aneries de Lamouroux.

Après Lefèvre, c'est Révillon qui vient nous parler sur Danton et la Révolution. Ensuite, c'est Marius Poulet (à engraisser) qui vient défendre la révision.

Pour lui, rien n'est au-dessus du suffrage universel.

« Lorsque la révision sera votée, le peuple n'aura qu'à dire : je veux; et alors, il obtiendra toutes les réformes qu'il attend en vain depuis si longtemps. »

Allons, tant mieux, ça ne sera vraiment pas trop tôt!

C'est dommage, cependant — pour vous, ô farceurs — que ça ne prenne plus.

Le peuple commence à comprendre qu'il n'a plus rien à attendre du parlementarisme, que le suffrage universel ou prétendu tel, n'est qu'une pure mystification et qu'il doit enfin se décider à faire ses affaires lui-même. Et il se prépare, sachez-le, pour le jour de la lutte.

Le député Giradet veut à son tour y aller de son petit discours, mais il en a perdu la première page et est obligé de se rasseoir sans rien dire.

Nous entendons des mauvaises langues, sans doute, prétendre que c'est le verre d'eau qui lui a fait peur. Quoi qu'il en soit, tout ce petit ramassis d'ambitieux et de fats n'a remporté qu'un piètre succès en dépit de la réclame et des claquements de mains de quelques idiots qui s'en sont retournés le lendemain reprendre leur chaîne à l'atelier pour continuer à entasser les piles de pièces de cent sous dans le coffre-fort de l'exploiteur.

Oui, mais après la révision...

Enfin ce qui nous console, c'est de voir le prestige du poseur Amouroux, s'évanouir en fumée; ingrats Stéphanois!

Enfin, il faudra vous résigner à votre sort, et si l'espoir d'être député de Saint-Etienne ne doit plus être caressé par vous, ce n'est pas une raison pour ne pas porter vos vœux ailleurs; un homme qui a d'aussi profondes connaissances que vous sur les questions économiques ne peut manquer d'arriver à ses fins — mais jamais assez fin pour monter le coup aux travailleurs stéphanois — à qui nous criions : bravo!

Laissez les politiciens à leur politique et rangez-vous avec nous sous l'étendard de la Révolution, car elle seule peut nous donner la Liberté qui nous est si chère à tous et remplacer un régime fondé sur l'astuce, le mensonge et l'exploitation de l'homme par l'homme, par un système établi sur la Justice et l'Égalité.

On nous écrit de Cette :

Samedi dernier, notre député rendait compte de son mandat en réunion publique, au théâtre. Pendant une heure, nous l'avons écouté parler de politique; après, il a daigné parler de la question sociale et de telle façon qu'une interruption s'est produite. L'interrupteur réclamé à la tribune a escaladé la scène, mais la foule des admirateurs du député ayant reconnu un anarchiste n'a pas voulu l'entendre et sa parole a été coupée par les sifflets, les vociférations, les hurlements féroces de la meute radicale. Les compagnons présents ont immédiatement protesté en déclarant que l'interrupteur serait entendu, sinon le député ne parlerait pas. Le bureau ne voulant pas accorder la parole et le brouhaha continuant, nous avons tenu bon et finalement l'avons emporté. Le député s'est tu, le maire et le commissaire central ont rengainé leur écharpe tricolore qu'ils pourront dorénavant laisser chez eux, puisqu'elle n'est d'aucun effet, et enfin nous avons évacué la place les derniers montrant ainsi que rien ne pourrait nous émouvoir et nous empêcher d'accomplir notre œuvre de Justice et de Liberté; mais il faut avouer qu'il a fallu être une minorité imposante et décidée pour avoir raison d'une foule de braillards que les malins nous lancent dans les jambes en s'esquivant.

AVIS

Nous prions nos correspondants de bien soigner leurs copies et d'être aussi concis que possible — afin de nous éviter des corrections qui pourraient soit déaturer les termes exacts, soit froisser la susceptibilité bien légitime, du reste, des auteurs.

L'abondance des matières nous fait retarder jusqu'à épuisement des articles notre publication : La Lyre anarchique.

Le Gérant : MOREL.

Lyon, Imprimerie Nouvelle (Association syndicale des Ouvriers typographes)